

**OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
ET RURAL DE CORSE**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
*Du 30/04/2020***

**118ème séance**

**DELIBERATION N°2020-335**

**Avenant à la convention « Fonds de contre-garantie bancaire agricole  
corse »**

L'an deux mille vingt, le jeudi 30 Avril, le Conseil d'Administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse, s'est réuni en sa 118ème séance, à 10 h 00, de manière dématérialisée en raison des mesures sanitaires de confinement dues au COVID-19, sous la présidence de Monsieur Lionel MORTINI.

**Etaient présents :**

Mmes et Mrs, Lionel MORTINI, Marcel CESARI, Jean Jacques LUCCHINI, Pascal CARLOTTI, Julien PAOLINI, Paul PARIGI, Julie GUISEPPI, Pierre José FILIPPUTTI, Paula MOSCA, Juliette PONZEVERA, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Antoine POLI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, François Xavier CECCOLI, Pierre ACQUAVIVA, François Laurent PASQUALI, Paul BIANCHI, Sébastien MERCURI, Jean François SAMMARCELLI, Toussaint FAZI, Laetitia SIMEONI, Anthony BARTOLI, Marie Josèphe ALFONSI, Marie SIMEONI, Jean Baptiste LECCIA, Maryline FIORENTINI, Paul OTTAVIANI, Éric GOURIOU, Jean Toussaint NICOLAI.

**Etaient absents et avaient donné pouvoir :**

M. Jean Guy TALAMONI à Lionel MORTINI  
Mme Rosa PROSPERI à Pierre José FILIPPUTI

**Etaient absents :**

Mmes et Mrs, Véronique ARRIGHI, Marie Thérèse MARIOTTI, Jean Martin MONDOLONI, Marie Anne PIERI, Valérie BOZZI, Stéphane PAQUET, Joseph COLOMBANI, Jean Baptiste DE PERETTI DELLA ROCCA, Vincent BERETTI, Marie Dominique CRISTINI, François PIACENTINI.

**Etaient également présents :**

Mme Marie Pierre BIANCHINI, Directrice par Intérim de l'ODARC  
Mme Isabelle De CASALTA, Chef du Service SSAGJ de l'ODARC  
M. François LECCIA, DDTM 2B

Considérant l'article 17 des statuts de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse approuvés par la délibération n°92/44 de l'Assemblée de Corse en date du 26 juin 1992 qui prévoit que le Conseil d'Administration délibère sur les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Office,

Considérant la délibération n°2019-294 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 8 mars 2019 prenant acte du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019

Considérant la délibération n°2019 –302 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des gestionnaires de fonds d'ingénierie financière

Considérant la délibération N°2019- 299 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le budget 2019.

Considérant la convention intitulée « « Fonds de contre-garantie bancaire agricole corse » signée entre l'ODARC et la CADEC en date du 25/05/2019

### **Contexte :**

La crise du COVID 19 frappe durement les exploitations agricoles Corses.

Perte de chiffre d'affaires, nécessité de la continuité de l'exploitation, reprise commerciale incertaine sont autant de problématiques qui influent sur le niveau de trésorerie des exploitations.

L'Etat a mis en œuvre deux dispositifs permettant un soutien en trésorerie.

- Le fonds de solidarité mis en place par les services de l'Etat. Ce dispositif a pour objet le versement d'aides financières à une entreprise qui exerce une activité économique particulièrement touchée par les conséquences de l'épidémie de covid-19.
- Le prêt garanti par l'Etat (PGE) qui permet aux banques d'accorder un prêt de trésorerie garanti à 90%.

Si le fonds de solidarité est immédiatement mobilisable, la PGE affiche une limite basse de montant de prêt de trésorerie à 10 000€. Or, bon nombre d'exploitants ne souhaitent pas, car leur besoin est moindre, s'endetter au-delà de ce plancher de 10 000€.

C'est pour cette raison que l'ODARC a proposé à la CADEC que la convention instituant le Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse (FCGBAC) soit modifiée, comme précisé dans l'avenant joint à cette délibération, afin :

- D'élargir l'intervention de ce fonds en faveur des agriculteurs victimes de cette crise (aînés et JA)
- De garantir à hauteur de 90% les prêts de trésorerie inférieurs à 10 000 euros, nécessaires à la continuité de leur approvisionnement auprès de leurs fournisseurs.

### **Le Conseil d'Administration après avoir délibéré décide :**

- D'approuver l'avenant à la convention initiale jointe en annexe 1
- D'autoriser la directrice par intérim à procéder à la signature de l'avenant à cette convention (document joint en annexe 2)

*Annexe 1 : Convention « Fonds de contre-garantie bancaire agricole corse »*

*Annexe 2 : Avenant à la convention « Fonds de contre-garantie bancaire agricole corse »*

**Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

**BASTIA, le 30 Avril 2020**

**Le Président,**

**Lionel MORTINI**

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'LM' with a long horizontal stroke extending to the right.